

Zeitschrift: Schweizer Hotel-Revue = Revue suisse des hotels
Herausgeber: Schweizer Hotelier-Verein
Band: 15 (1906)
Heft: 9

Artikel: La loi sur la police des denrées alimentaires
Autor: [s.n.]
DOI: <https://doi.org/10.5169/seals-522012>

Nutzungsbedingungen

Die ETH-Bibliothek ist die Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften auf E-Periodica. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Zeitschriften und ist nicht verantwortlich für deren Inhalte. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern beziehungsweise den externen Rechteinhabern. Das Veröffentlichen von Bildern in Print- und Online-Publikationen sowie auf Social Media-Kanälen oder Webseiten ist nur mit vorheriger Genehmigung der Rechteinhaber erlaubt. [Mehr erfahren](#)

Conditions d'utilisation

L'ETH Library est le fournisseur des revues numérisées. Elle ne détient aucun droit d'auteur sur les revues et n'est pas responsable de leur contenu. En règle générale, les droits sont détenus par les éditeurs ou les détenteurs de droits externes. La reproduction d'images dans des publications imprimées ou en ligne ainsi que sur des canaux de médias sociaux ou des sites web n'est autorisée qu'avec l'accord préalable des détenteurs des droits. [En savoir plus](#)

Terms of use

The ETH Library is the provider of the digitised journals. It does not own any copyrights to the journals and is not responsible for their content. The rights usually lie with the publishers or the external rights holders. Publishing images in print and online publications, as well as on social media channels or websites, is only permitted with the prior consent of the rights holders. [Find out more](#)

Download PDF: 29.12.2025

ETH-Bibliothek Zürich, E-Periodica, <https://www.e-periodica.ch>

Basel, den 3. März 1906

Bâle, le 3 Mars 1906

N° 9.

Abonnement

Für die Schweiz:
 1 Monat Fr. 1.25
 3 Monate " 3.
 6 Monate " 5.
 12 Monate " 8.

Für das Ausland:
 (inkl. Portozuschlag)
 1 Monat Fr. 1.50
 3 Monate " 4.
 6 Monate " 7.
 12 Monate " 12.

Vereins-Mitglieder erhalten das Blatt gratis.

Inserate:

7 Cts. per 1 spaltige Millimeterzeile oder deren Raum. — Bei Wiederholungen entsprechend Rabatt. Vereins-Mitglieder bezahlen $3\frac{1}{2}$ Cts. netto per Millimeterzeile oder deren Raum.

Schweizer Hotel-Revue



REVUE SUISSE DES HÔTELS

Organ und Eigentum des
Schweizer Hotelier-Vereins

15. Jahrgang | 15^{me} Année

Erscheint Samstags.
Parait le Samedi.

Organe et Propriété de la
Société Suisse des Hôteliers

Redaktion und Expedition: Sternengasse No. 21, Basel * TÉLÉPHONE 2406 * Rédaction et Administration: Sternengasse No. 21, Bâle.

Verantwortlich für Redaktion und Herausgabe: Otto Amsler, Basel. — Redaktion: Otto Amsler; K. Achermann. — Druck: Schweiz. Verlags-Druckerei G. Böhm, Basel.



Freihandelszone
Zone de libre-échange

Aktiengesellschaft des Grand Hotel St. Moritz-Dorf (Vertreter Herr Fritz Schulte, Direktor) 495

Paten: Herren Ad. Angst, Hotel Schweizerhof, und J. Rungger, Hotel Westend, St. Moritz-Dorf.

Mme Scouë Bourlhonne, prop. de l'Hôtel Beau-Séjour, Vevey 50

Parrains: MM. A. Hirschi, Hôtel des Trois Couronnes, et C. Ritzmann, Hôtel du Château, Vevey.

Herrn Rudolf Neimayer, Direktor des Sanatorium Schweizerhof, Davos-Platz (als persönliches Mitglied).

Paten: Herren H. Schlie, Grand Hotel und Belvédère, Davos-Platz und M. Neubauer, Neues Sanatorium, Davos-Dorf.

La loi sur la police des denrées alimentaires.

La loi sur la police des denrées alimentaires a déjà dépassé de plus de la moitié le délai référendaire de 90 jours, et ce n'est que depuis peu de temps que ses adversaires ont commencé à recueillir des signatures en faveur du referendum. La Société des hôteliers, ne se trouvant ni dans un camp ni dans l'autre, notre devoir n'est pas de prendre position pour ou contre le projet de loi; notre but est beaucoup plus, de marquer l'orientation et de dépeindre la situation.

Si nous examinons rapidement d'où proviennent les oppositions à la loi, c'est-à-dire les partisans du referendum, nous trouvons à côté de l'Union des Sociétés coopératives de consommation, au premier rang des opposants: l'Association commerciale industrielle de Bâle, laquelle, dans sa séance du 5 février, s'est prononcée contre la loi. On a reproché à la loi, des tendances nuisibles à l'importation, et gênantes pour le commerce, et la résolution suivante a été adoptée:

L'Association commerciale et industrielle de Bâle se prononce sur la proposition de la Chambre de Commerce, en faveur du rejet de la loi fédérale sur la police des denrées alimentaires et des objets usuels, principalement pour le motif que la loi a un caractère très marqué contre l'importation, qu'elle est destinée à entraver le commerce et à renchérir les produits alimentaires.

On fit ressortir dans la discussion que les plus importantes mesures d'ordre n'étaient pas indiquées dans la loi elle-même, mais qu'elles étaient réservées à l'organisation complémentaire pour laquelle le peuple n'auroit plus son mot à dire. Il faudroit donc dire oui ou non pour une chose qu'on ne connaît pas, quasi traiter la tête dans le sac.

Les partisans de la loi répondent à ce dernier argument, que les dispositions principales des ordonnances sont contenues dans le texte et que les ordonnances conduiront à un meilleur résultat en ce qui concerne les falsifications, que le lourd appareil de la loi. En outre, il faut remarquer que la loi n'est pas dirigée contre les produits alimentaires à bon marché, mais contre les falsifications et les déclarations inexactes.

Un second adversaire de la loi est la Chambre de Commerce de Genève, qui a éga-

lement pris position dans sa séance du 6 février et a formé un comité en faveur du referendum. Nous ne pouvons pas juger de l'importance de ce mouvement.

Le parti socialiste, que beaucoup de partisans de la loi considèrent comme un adversaire enraged de la loi, s'est montré au contraire dans la réunion du 10 février à Olten, comme un opposant tout à fait traitable. Quelques voix s'élèveront même contre le référendum. Il faut noter qu'un des hommes qui a toujours été jusqu'ici au premier rang de l'opposition contre les partis bourgeois, le vieux Greulich, a recommandé de se tenir sur ses gardes, vis-à-vis de référendum. Le parti n'a pas de motif et pas de sujet d'indisposer, par pur dépit, les paysans, et en particulier le petit cultivateur, qui a mis de grandes espérances dans la loi, et qui en est chaud partisan. La loi remédie à une série d'inconvénients existant actuellement, et ne mérite pas, tout compte fait, de succomber. C'est là une voix significative partant de ce camp politique.

Comme cela vient d'être dit, le gros de l'armée des partisans de la loi se trouve parmi les paysans, et leur complément le parti des agrariens, lesquels forment toujours la base de notre population. Plusieurs sociétés cantonales d'agriculteurs ont pris position en faveur de la loi. Le 17 février, une assemblée de délégués de l'Union suisse des paysans a fait connaître officiellement son avis par la résolution suivante:

"L'assemblée des délégués de l'Union suisse des paysans décide d'appuyer énergiquement l'acceptation de la loi fédérale sur les denrées alimentaires. Elle est guidée par la persuasion que la loi est destinée:

1^o à limiter la concurrence excessive de l'agriculture, du commerce et de l'industrie dans le domaine des denrées alimentaires;

2^o de préserver les consommateurs les plus pauvres et les plus faibles contre les aliments nuisibles à la santé, et contre les fraudes;

3^o de donner un nouvel appui à l'honnêteté et à la probité des transactions commerciales."

On comprendra sans peine, qu'à cette occasion, le Dr Laur, secrétaire de l'Union des paysans, n'aient ménagé ni la Chambre de Commerce de Bâle, ni les Sociétés de consommation, ni les socialistes. Il fut question aussi des importateurs bâlois de viandes américaines, lesquels aiment à avoir aussi peu de contrôle que possible. Le contrôle des produits alimentaires est, disait-on, très sévère à Bâle, et il n'est par conséquent pas compréhensible que précisément Bâle ne veuille pas laisser bénéficier la Suisse toute entière de ce bienfait. Et l'on continue sur ce ton. M. Laur prétendit que l'agriculture était loin d'avoir obtenu ce qu'elle avait demandé en particulier une police sévère à la frontière, sous la forme, par exemple, d'un examen attentif de toute expédition de viande. Le reproche de faire une loi qui produirait un renchérissement de l'alimentation n'a encore été prouvé par personne. Au contraire, elle ramènera les produits alimentaires à leur juste valeur, et ceux-ci seront par conséquent à meilleur marché.

S'il faudrait quelques employés de plus, cela n'autorise pas de parler d'une augmentation de la bureaucratie. Un autre reproche consiste à dire que la loi contient des punitions trop fortes. A quoi il y a à répondre que les punitions minima ne sont pas indiquées, si bien que pour des infractions légères, on pourra punir légèrement, tandis que pour des falsifications importantes d'aliments, de fortes peines

sont tout indiquées. Si l'on a choisi le mode de procéder par ordonnances, pour différents cas de contrôle importants, c'est au dire du Dr Laur, afin d'éviter des révisions intempestives de la loi. Ce sont là les arguments du secrétaire de l'Union des paysans en faveur de la loi.

Nous citerons une voix de la Suisse romande; voici ce que nous lisons dans une correspondance adressée de Lausanne à la Nouvelle Gazette de Zurich:

L'organe des socialistes a pris position au sujet de la loi sur les produits alimentaires, dans un long article de fond, dans lequel il désapprouve la décision prise par le parti dans la réunion d'Olten et recommande aux camarades de travailler énergiquement en faveur de cette loi, celle-ci sauvegardant les intérêts des consommateurs et en particulier des ouvriers. Ce journal engage vivement les Sociétés de consommation à renoncer à leur opposition à la loi, car elles risqueraient de perdre la considération qu'elles se sont acquises par leur lutte contre le tarif douanier. Le "Citoyen" organe du parti démocratique indépendant s'exprime de la même manière. De sorte que la loi ne rencontre de résistance sérieuse que de la part des négociants en produits alimentaires, et cette opposition s'explique d'une part par l'aversion contre la bureaucratie fédérale, dont on redoute le développement, d'autre part par les fausses expériences faites dans notre canton en l'année 1888 par suite d'une loi sur le commerce des vins, laquelle au lieu d'atteindre les falsificateurs, n'avait été qu'une entrave pour les négociants honnêtes.

Si donc les producteurs et différents autres milieux paraissent favorables à la loi, il se trouve dans le camp opposé un nombre considérable de consommateurs qui sont en relations avec les meilleurs commerçants de la branche de l'alimentation. Les hôteliers, en leur qualité d'acheteurs importants de différents articles de cette catégorie, peuvent en quelque sorte se rattacher à cette branche. La crainte du renchérissement des produits alimentaires, laquelle ne peut être prouvée à l'avance, mais qui est cependant probable, est pour eux un point important. Si des organisations spéciales, comme les Chambres de commerce opposées à la loi, affirment que ce renchérissement se produira indépendamment de l'augmentation déjà existante, l'hôtelier devra admettre que cette crainte est basée sur quelque chose. Et cela est une perspective très désagréable, non seulement pour le restaurateur, mais aussi pour son client. Pourra-t-on reprocher à l'hôtelier, comme acheteur et comme consommateur, de prendre position contre la loi, en considération de cette prévision, peu encourageante? Certainement pas!

D'autre part, l'hôtelier qui réfléchit un peu sera vite porté à se demander si le fait que les agrariens sont si enthousiasmés de la loi -- et ils peuvent l'être, car la loi a tout l'air, au dire de ses adversaires, d'avoir été confectionnée à leur taille -- si ce fait n'est pas un symptôme factieux, que la loi est trop exclusive, et ne s'est pas assez préoccupée du bien-être général! N'y a-t-il pas lieu de craindre aussi, que dans la vaste organisation politique, il se trouvera des fonctionnaires incapables, auxquels manqueront les connaissances spéciales nécessaires à leurs fonctions, ce qui ne laisserait pas que d'être gênant pour l'industrie hôtelière! Ne peut-on pas craindre que de cette façon la porte sera ouverte toute grande aux chicanes? Ces éventualités ne rendraient-elles pas illusoire le contrôle des ali-

ments, et les citoyens ne risqueraient-ils pas d'être dégoûtés de la loi?

Ce sont là quelques unes des raisons qui font préférer à l'hôtelier la liberté douanière. La liste en pourrait facilement être allongée.

Cependant, comme nous l'avons déjà fait observer, ces lignes n'ayant pas d'autre but que d'éclairer le débat, nous ne voulons pas négliger de revenir à l'historique de la création de la loi, dans laquelle la Société suisse des hôteliers a aussi joué son rôle. Il est logique et conséquent d'y revenir et de le rappeler, sans vouloir par là exercer aucune influence sur l'opinion individuelle de chacun.

En Juillet 1899 le comité de la Société, par suite des instructions reçues de l'Assemblée générale tenue en Juin, adressa au Conseil Fédéral une pétition relative à la loi fédérale sur les produits alimentaires. La réclamation principale de celle-ci concernait les sur-expertises, et consistait à résérer dans toutes les circonstances aux plaignants, en cas de contestations, le droit d'appel à une instance technique supérieure. Ceci n'était pas le cas d'après le texte de l'ancien article 13; lequel disait seulement qu'une sur-expertise pouvait être ordonnée; ce qui n'aurait évidemment pas été une sauvegarde suffisante. La pétition disait entre autres: Si éventuellement sur le recours d'un intéressé, une deuxième expertise peut être accordée par l'administration, dans la pratique cela n'avance pas beaucoup les choses, car comme qu'il en soit, c'est la plus ou moins grande confiance que l'administration accordera à l'avis du chimiste qui fera décider, s'il y a lieu ou non, à une contre-expertise.

C'est là un point très important et la Société suisse des hôteliers pourra constater avec satisfaction, que dans la nouvelle loi, on a répondre à son désir. Le 2^{me} alinéa de l'art. 16 dit en effet: l'intéressé a le droit dans un délai de cinq jours à partir de cette notification, de former opposition et de réclamer une sur-expertise. Voilà qui est stipulé et incontestable, et de grande valeur; c'est la sauvegarde du droit.

Dans la dite pétition, la Société des hôteliers s'était opposée aux articles du projet de la loi, stipulant, que les poissons, le gibier et la volaille, venant de l'étranger, seraient soumis à un contrôle à la frontière. On avait en particulier fait remarquer que les poissons, le gibier et la volaille, qui rentrent dans les articles de première nécessité pour l'industrie hôtelière suisse, ne se trouvaient pas en quantité, ni en qualité suffisantes en Suisse et que par conséquent il ne pouvait être question d'une demande de protection des produits indigènes. La pétition exprimait le désir que ces produits ne soient pas soumis au contrôle à la frontière, parce qu'ils gâtent facilement, ce contrôle ne pourra se faire qu'en leur portant un sérieux dommage. On demandait qu'éventuellement, il fut au moins prescrit des mesures sauvegardant le droit des intéressés.

Or l'alinéa 3 de l'art. 34 de la loi qui fixe les prescriptions pour le contrôle des viandes importées en Suisse, dit: Cette ordonnance stipulera dans quelle mesure seront exceptés du contrôle à la frontière le poisson, le gibier, la volaille et autres denrées exposées à une prompte décomposition.

Il n'y a pas de doute que cette prescription a été établie en suite de la susdite pétition, laquelle avait été adressée également par les marchands de comestibles de Zurich. Et l'on peut en conclure quoique cela ne soit pas expressément indiqué, que l'ordonnance relative à cet article sera faite dans le sens de la pétition, sans quoi la prescription elle-même n'aurait pas sa raison d'être.

N° 9.

abonnements

Pour la Suisse:

1 mois . . . Fr. 1.25
 3 mois . . . " 3.
 6 mois . . . " 5.
 12 mois . . . " 8.

Pour l'Etranger:
 (inclus frais de port)
 1 mois . . . Fr. 1.50
 3 mois . . . " 4.
 6 mois . . . " 7.
 12 mois . . . " 12.

Les Sociétés reçoivent l'organe gratuitement.

Annonces:

7 Cts. par millimètre-ligne ou son espace. Rabais en cas de ré-pétition de la même annonce.

Les Sociétés payent $3\frac{1}{2}$ Cts. net par millimètre-ligne ou son espace.

La Société suisse des hôteliers avait aussi exprimé le désir, en terminant, que les ordonnances sur le mode de procéder au contrôle, fussent soumises à une commission d'experts choisis parmi les divers intéressés et les différentes professions, avant d'être remises au Conseil Fédéral et aux Chambres. Nous pensons, que cela aura lieu ainsi, et nous n'en doutons pas, en nous passant sur ce qui a été fait jusqu'ici.

Ce sont là quelques points, sur lesquels notre attention a été portée, en jetant un coup d'œil rétrospectif sur l'activité de la Société suisse des hôteliers dans l'historique de la nouvelle loi. L'industrie hôtelière ne nous paraît pas davantage que d'autres groupes d'intérêts, devoir prendre position en bloc, contre la loi. La Société suisse des hôteliers désavouera ainsi les résultats qu'elle a déjà obtenus par la pétition susmentionnée, et ceux qu'elle pourra encore obtenir dans la suite. D'autre part, elle se prévaudra de la liberté de ne pas engager dans le présent cas ses membres dans un sens ou dans l'autre, mais de laisser cette décision à l'appréciation de chacun. Sans doute, il y a là trois questions que l'hôtelier, qui veut sauvegarder ses intérêts, ne pourra éviter de se poser: c'est que l'importation sera probablement rendue plus difficile — et qu'il en résultera un rachissement des produits alimentaires — et en dernier lieu que les ordonnances concernant le mode de procéder au contrôle, n'étant pas encore connues, il devra se décider sur quelque chose d'imparfait.

A-n.

Wie man eine Winter-Station lanciert. (Correspondenz)

Da mein Name wiederholt in einem Artikel erwähnt wurde, der vor kurzem unter obigem Titel in den Spalten Ihres Blattes erschien, so hoffe ich, dass Sie mir einige Bemerkungen darüber gestatten werden.

Es ist nicht meine Sache, mich über einen Artikel zu beklagen, der meinem Talent als Organisator so viel Anerkennung zollt. Jedoch mich ich zu gunsten meiner zahlreichen Freunde unter den Hotelbesitzern der Schweiz aufnehmen gegen das, was augenscheinlich ein eifersüchtiger Angriff auf mich ist. Männer wie Herr Meissner, Präsident der Lenzerheide-Kurhaus-Gesellschaft, Monsieur Genillat vom Grand Hotel Muveran, Villars-sur-Ollon, Herr Viktor Egger vom Hotel Victoria, Kandersteg, und Monsieur de Preux vom Palace Hotel, Montreux, sind nicht Herren, die nach der Pfeife eines Organisators in England tanzen. Eine Anzahl Hoteliers der Schweiz haben mit mir während eines dortigen Besuches über den Gegenstand dieses Artikels gesprochen. Sie fühlen sich ihrerseits tief gekränkt durch den Tadel, der stillschweigend in der Bemerkung enthalten ist, dass sie nur so lange Geschäfte mit mir abschliessen würden, als es ihnen passe. Ueberlassen wir es jedoch Ihren Korrespondenten, seine Betrachtungen anzustellen, und seine Verantwortlichkeit für seine Aussagen mit dem Hinterbringer abzumachen, der ihn mit der Trävestie von Tatsachen versorgte, die er Ihrer Zeitschrift übermittelt hat; ich möchte vielmehr einige Punkte erwähnen, die die Hotelbesitzer interessieren mögen, und an die ich gedacht habe, als ich in diesem Winter sechs Hotels eröffnete, welche vorher nie für eine Wintersaison eröffnet waren.

Ich glaube, es wird Ihre Leser interessieren, meine Entscheidung kennen zu lernen, zu der ich während meiner vierzehnjährigen Erfahrung in der Schweiz in Bezug auf wünschenswerte Lokalitäten gekommen bin. Die wichtigsten Punkte für einen guten Vergnügungsort für den Winter sind folgende:

1. Höhe über dem Meeresspiegel 1200 bis 1800 m.
2. Schutz gegen Nord-, Nordost- und Nordwestwind.
3. Nicht weniger als fünf Stunden Sonnenschein am 21. Dezember.
4. Ein Eisrink von nicht weniger als 8000 m²; ein Eisrink von 10,000 m² wird sich als ein vorzüglicher Anziehungspunkt für jedes Hotel erweisen.
5. Ein Curling Rink von 60 m Länge und 20 m Breite.
6. Gute Schlittenbahnen.
7. Abhänge für Ski-ing von grosser Ausdehnung und nicht zu steil.
8. Genügend Wasservorrat um den Eisrink schnell zu überschwemmen, und eine Röhre mit genügendem Durchmesser, um eine hinreichende Wassermasse zu führen, so dass die Bahn schnell durch Spritzen mit Wasser überdeckt werden kann.
9. 40—50 Leute, um die Bahn nach heftigem Schneefall zu fegen.
10. Eine genügende Anzahl von Schneescharrern und Schlitten, mit welchen die Bahn ge reinigt werden kann.

Ich bin entschieden der Meinung, dass Hotelbesitzer, deren Hotels auf einer Höhe von weniger als 1200 m gelegen sind, nicht wohl tun werden, ihre Hotels für Wintersports zu öffnen. In meinen Unterredungen mit Hoteliers hat man mir Grindelwald angeführt, um das Gegen teil zu beweisen. Hier muss man aber bedenken, dass Grindelwald ein Winterresort während mehr als 25 Jahren gewesen ist, dass es wunderbare Vorteile für Schlittfahrt und Schlittschuhlaufen besitzt, dass die Naturschönheiten der Gegend weiterhin sind, und dass die Unterhaltung des Eisrinks nicht zu wünschen übrig lässt. Die lange Erfahrung der Leute, welche die Eisrinks in Ordnung halten, setzt dieselben in den Stand, eine Bahn herzustellen, welche den Schlittschuhläufern die höchste Befriedigung bietet. Obgleich Grindelwald während eines beträchtlichen Teiles des Dezembers keinen Sonnenschein hat, wenigstens was die Eisrinks betrifft, so kann man doch sehr bald Sonnenschein haben, wenn man einen Spaziergang nach den sonnigen Abhängen des Tales macht. Sogar mit allen diesen Vorteilen würde es für Grindelwald schwierig sein, Erfolg zu haben, wenn es jetzt zum ersten Mal als Winterresort eröffnet würde. Das Ansehen, das es jetzt geniesst, dank es einer vieljährigen guten Verwaltung, die ihres Gleichen in der Umgegend nicht hat.

Die Leichtigkeit, mit welcher es mir möglich gewesen, eine Klientenschaft zu verschaffen für Orte wie Montana mit 7½ Stunden Sonnenschein, und Villars-sur-Ollon mit beinahe so viel, und Lenzerheide mit langen Perioden von Sonnenlicht und vorzüglichen Abhängen, und die Schwierigkeit, die ich erfahren habe mit Orten, die wenig Sonnenschein haben, zeigen die Kraft dieser Beweisgrund.

Es sei mir vergönnt, noch zu erwähnen, dass eine grosse Gefahr für viele Hotelbesitzer der Schweiz vorhanden ist, durch die Leichtigkeit, mit welcher gewisse Hotels Erfolg erzielen, zu der Idee verleitet zu werden, dass, um mit Schweizer Hotels im Winter Erfolg zu haben, nur anziehende Reklame notig sei. Es ist von Interesse, wenn ich konstatiere, dass ich während der letzten zehn Jahre über eine Million Franken für Reklamen bezahlt habe, und dass ein grosser Teil dieser Summe dem Geschäft mit der Schweiz gewidmet wurde. Diejenigen, welche Winteraufenthaltsorte eröffnen wollen, müssen im Stande sein, über gute Mittel zu verfügen.

Ich hoffe, dass die Offenheit, mit welcher ich die Resultate meiner Erfahrungen den Schweizer Hoteliers zur Verfügung stelle, dazu beitragen wird, jeden Verdacht zu beseitigen, als ob ich der Hotelindustrie der Schweiz feindlich gegenübersteände. Wäre es notig, so könnte ich die Namen der hervorragendsten Hotelbesitzer erwähnen, mit denen ich seit einer langen Reihe von Jahren auf höchst freundschaftlichem Fusse gestanden, und deren verschiedene Unternehmungen, was sie in erster Linie selbst zu gestehen würden, durch meine Organisation beträchtliche materielle Vorteile erlangt haben.

Hochachtungsvoll
Henry S. Lunn, M. D.

Nachricht der Redaktion. Hr. Dr. Lunn ist im Irrtum, wenn er die Meinung ist, jene Darstellung betreffe Winterstationen sei eine Originalkorrespondenz der „Hotel-Revue“ gewesen. Wir hatten sie nämlich, wie im ersten Satze deutlich erwähnt war, aus der „Neuen Zürcher Zeitung“ herübergenommen und zwar gerade in der Absicht, den Interessenten durch die Reproduktion Anlass zu bieten, sich über die Sache zu äussern. Wir haben darum auch obiger Darstellung des Hrn. Dr. Lunn gerne Raum gewährt und glauben durch deren Veranlassung ihm und seiner Sache einen bessern Dienst erwiesen zu haben, als wenn wir das Artikelchen der „N. Z. Zeitung“ links hätten liegen lassen.

►►►

Wenn das nicht zieht!

Einem neuen Hotel in Giroggi blieb es vorbehalten, die originellste Reklame zu treiben, die man bisher in der Hotelerei erfahren hat. Hält man sonst, soweit diese in kultivierten Landen sich etabliert hat, darauf, für Logement und Verpflegung angemessene fixe Preise aufzustellen und diese nach Möglichkeit einzuhalten, so gefällt sich das erwähnte Hotel darin, seinen Gästen keine Rechnung nach bestimmten Preisen zu stellen, sondern es ihrem Gutfinden zu überlassen, was sie zahlen wollen. Das ist doch gewiss nicht nur original, sondern auch nobel, nicht wahr? Wenn diese Art der Hotelführung nicht zieht und dem Hause Gäste en masse zuführt, so wäre es schade um eine gute Idee. Sie wäre immerhin noch um eine Nuance besser, wenn das Hotel seine Gäste

gratis halten und ihnen beim Abschied noch ein Geldgeschenk machen würde!

Vor uns liegt der in französischer und englischer Gedächtnis gedruckte Prospekt dieses Hotels, den wir unser Leser nicht vorenthalten wollen. Der französische Text lautet:

„Hôtel Agrasgas à Giroggi (Sicile) près des Temples. Maison nouvelle de premier ordre, confort moderne, chauffage général, exquise cuisine française, vase splendide, vaste jardin, terrasses magnifiques.

„Avise intéressant. La propriétaire de l'Hôtel n'établit pas de prix ni pour les chambres ni pour les repas, messieurs les voyageurs au moment du départ peuvent se présenter au bureau de l'Hôtel et payer ce qu'ils croient, selon leur jugement et conscience, et cela seulement pour faire connaître l'hôtel qui n'est pas encore inscrit dans les principaux guides d'Europe et comme réclame pour cette première année d'exercice.“

Was sagen unsere Hoteliers zu dieser Art Konkurrenz?

Kleine Chronik.

Bern. Das Hotel zum Eidgen. Kreuz hat einen Personenaufzug erstellen lassen.

Luzern. Die Aktiengesellschaft Hotel Monopol-Metropol richtet für 1905 eine Dividende von 6% aus.

Montreux. Das in grossem Stil erbaute Montreux Palace wird am 10. März dem Betrieb übergeben werden.

Neuenburger Weinmarkt. An der Weinsteige rungs des Poulartsspaltares zu Cressier erzielten die Weinsweise 35—45 Cts. per Liter. Rotwein 35 Cts. Villeneuve. Herr Hermann Gehrig, langjähriger Direktor des Hotel Byron, hat auf 1. Juli seine Demission eingereicht.

Berichtigung. Der Direktor des Hotel Simplon in Zürich heisst Beutelspacher, nicht Beutschacher. In diesem Sinne das Aufnahmesgeschäft in letzter Nummer der „Hotel-Revue“ zu berichtigen.

Amerikanischer Sport. Auf dem Dach des Hotel Bellevue-Stratford in Philadelphia haben die Eigentümer eine Schlittschuhbahn errichtet, die von der dortigen Gesellschaft stark frequentiert wird.

Cavres. Das Hotel de la Plage ist durch Vermittlung des Hotels-Office in Genf an Herrn E. Gimper, im Sommer Direktor des Hotel de l'Observatoire in St-Cergues, verkauft worden und es hat der Antritt bereits stattgefunden.

Waadtländer Weinmarkt. Die leiztjährige Weinertreite der Gemeinde Cully ist verkauft worden, Weißwein zu 35 bis 55 Cts. pro Liter, Rotwein zu 38 Cts. Die Weine des Kellers von Villeret erreichten 46—53 Cts. pro Liter.

Adelboden in London. Die jüngst durch Kooperation des Oberlandischen Verkehrsvereins mit dem Verkehrsverein Adelboden aufgenommenen Wintersportsbilder von Adelboden sind vom Palace Theater in London zur Aufführung angenommen worden.

Hotellierei als Konsummetzger. Der Hotelierverein in Lugano, nicht gewillt, die Ansprüche der Metzger zu befriedigen, beabsichtigt, eine Genossenschaft zu bilden zum Bezug des Fleisches aus der inneren Schweiz und zur Einrichtung eines Depots der Genossenschaft in Lugano.

Im Lift verunglückt ist letzten Freitag nachts in einem Hotel in Genf ein Gast. Ein spät nach Hause kommender 25jähriger Deutscher bediente sich selbst des Lifts, fuhr durch ungeschickte Manipulationen bis zur 5. Etage, verlor bei seinem offenbar ziellosen Hantieren und Abwärtsdirigieren das Gleichgewicht und stürzte in den Schacht hinab, wo er tot liegen blieb.

Internationaler Verein der Gasthofbesitzer. Die diesjährige Generalversammlung findet in den Tagen vom 20. bis 23. Februar in Köln statt. Ein besonderes Interesse wird dieselbe durch die dort stattfindende Deutsche Kunst-Ausstellung erhalten, sowie durch die von der Kölner Wirt-Innung ausgerichtete Allgemeine Fach-Ausstellung für das Gastwirtschaftswesen, verbunden mit internationaler Musterküche.

Zu was der Barons-Titel gut sein soll, lehrt uns ein von einer Münchener Baronin an ein Hotel in der französischen Schweiz gerichteter Brief, worin sie dem Hotelier die Zumutung macht, Zimmer im ersten Stock zu gleichen Preisen wie im dritten Stock zu berechnen. Als Argument führt sie folgendes an: „Gute Namen in einem Hotel zu bekommen, ist ja die beste Reklame! Wenn Sie damit einverstanden — es stehen doch die Zimmer sonst leer — würden wohl bald Herrschaften ausländischen kommen.“

Como. Frau A. Cassani-Daniotti hat das seit vielen Jahren von ihr geleitete Hotel Metropole et Suisse an Lac nun käuflich erworben. Neben einem vollendetem Aufbau von zwei Stockwerken ist die Erstellung eines Personenaufzuges, sowie die Vergrösserung der Badezimmer in Arbeit, wie denn auch das Geschäft äusserlich und innerlich einen gründlichen Renovation unterzogen, namentlich den hygienischen Ansprüchen in weitestem Sinne Rechnung getragen wird.

St. Moritz. Die in letzter Nummer gebrachte Meldung, dass die Gemeinde St. Moritz beschlossen habe, das Kurhaus an sich zu ziehen, ist so zu verstehen, dass sie sich nicht auf die Kurhäuser bezieht, sondern auf die Bäder, während das neue Kurhaus (also das eigentliche Hotelgebäude) neben Villa Inn, Kurplatz und Umschauung laut Urteil des Schiedsgerichts im ungeschmälerten Beisein der Gesellschaft verbleibt. Über eine neue Konzession haben bis dahin keine Unterhandlungen zwischen der Gemeinde und der Kurhausgesellschaft stattgefunden.

Hotelbaustil. Unter Bezugnahme auf Bündner Hotelbauten wird der „König Zige“ n. a. geschrieben. „Es gibt in der Schweiz eine Liga für den Heimat schutz. Wie wäre es, wenn sich die Architekten und Künstler, die diesem läblichen Bunde angehören, zu wertvollen Anregungen für einen ertraglichen Gasthofstil entschließen? Ein Bahnbrecher auf diesen Weise müsste von allen, die mit der verschandelten Alpenpiste Mitleid haben, wie ein Erlös begrüßt werden, denn zu den Dingern, die einen beeindruckenden Aesthetik, Tränen röhren, gehören die klotzigen schmucklosen Grotto's, die jetzt in vielen schweizerischen Kurorten zu sehen sind — Denkmäler der Industrie, aber nicht des Geschmacks.“

Zum Hotelbrand in Interlaken. Die Ursache zum Brand des Hotel Viktoria ist noch unklar. Im Souterrain des Turmbaus war die Glittermine, die dort am Montag beschädigten Glitterminen geben zu haben, das Lokal bei brennendem Ofen verlassen zu haben. Derselbe stand in der Nähe einer hölzernen Wand, hinter der ein Raum mit leeren Kisten und Packmaterial sich befand. Dort mindeste auch der Ofen aus, ebenfalls mit Holz verschalt. Es muss nun von dem Ofen aus durch herabfallende brennende Kohlen die Wand Feuer gefangen, dasselbe sich dem andern Raum mitgeteilt und dann auch den Liftschacht erreicht habe. Letzterer war voll mit einer Menge Flammen auszubrennen. Das Feuer sei oben entstanden, während es in Wirklichkeit in der Glittermine im Souterrain seinen Anfang genommen haben dürfte.

Hotelpitzhuhn. Drei elegante gekleidete Herren stellten sich vor einigen Tagen in einem Gasthof zu Montreux vor und verlangten einige Zimmer zu sehen. Während man von Zimmer zu Zimmer zog, hatte einer der Bursche sich in das Gemach einer fremden Dame zu schleichen gewusst. Dort nahm er Edelstein und Geschmeide im Werte von mehr als 8000 Fr. an sich. Die drei Gauner stellten in Ansehung der Sachen, die ihnen kommen würden. Dann verließen sie ruhig das Hotel, nahmen noch ein fröhliches Frühstück in der Bahn und kehrten zurück zu Terrist und verschwanden auf Nimmerwiedersehen. Der Diebstahl wurde laut Lausanner „Revue“ erst zwei Tage später entdeckt. Man glaubt es mit internationalem Hotelgauner zu tun zu haben. Die drei Gauner wurden, wie nachträglich berichtet wird, in Graubünden verhaftet und bereits im Untersuchungsgefängnis nach Vevey eingeliefert.

Hotelpitzhuhn. Ein Mitarbeiter der „König Zige“ spricht in einem Reisebrief aus der Schweiz von einem Moloch, „der alles Anheimelnde, alles Geheimliche zu verschlingen droht und zum Überfluss die Mehrzahl der Gasthofküchen zu einer internatio nalen Charakterlosigkeit führt, die jeden einzelnen Gasthof zu einer Masse macht. Im Winkel ver verhallen diese Klagen, und Manu-Pévèle, der französische Romanier, der einmal in „L'Intégrale“ über die Schrecken der First-class-Hotel-Tafel so goldene Worte gesagt hat, müsste einmal ein Buch über das Thema schreiben, damit es sagt und damit das reisende Publikum und die Wirts, die gemeinsam schludigen, aus ihrer Gleichgültigkeit wachgerüttelt werden. Ich unterschreibe seine Philippika gegen das schlechte Essen der grossen internatio nalen Gasthöfe jedenfalls mit meinem vollen Namenszug.“ Der Mann scheint sich den Magen verdorben zu haben.

Fremden-Frequenz.

Lausanne. En séjour dans les hôtels de 1^{er} et 2^{er} rang de Lausanne-Ouchy du 8. au 14 Février: France 621, Angleterre 874, Amérique 297, Allemagne 354, Suisse 698, Russie 1107, Italie 12, Divière 272 — Total 4235.

Davos. Amtl. Fremdenstatistik, 10. bis 16. Februar 1890. Engländer 240, Holländer 138, Belgier 107, Russen und Polen 339, Österreich 138, Ungarn 137, Portugiesen, Spanier, Italiener, Griechen 138, Dänen, Schweden, Norweger 26, Amerikaner 46, Angehörige anderer Nationalitäten 47. Total 4012.

Saison-Eröffnungen.

Bellagio. Grand Hotel, 20. Februar.

Luzern. Hotel Beau-Rivage, 10. März.

Ragaz. Hotel Hof Ragaz, 15. März.

Im Eisenbahn-Coupled „Ja“, sagte der alte Herr im Eisenbahn-Coupled, „ich habe es mir zur Pflicht gemacht, dem Schaffner, wenn er höflich ist, jedesmal einen halben Dollar Trinkgeld zu geben, dabei bin ich aber keineswegs ein reicher Mann.“ Die andern Passagiere wollten sich nicht überbieten lassen und als der Schaffner, höflich lächelnd, erschien, wurde er mit Silberstückchen überschüttet. Nachdem der alte Herr mit einem einzigen Mitreisenden allein geblieben war, fragte der letztere, ob seine Verhältnisse ihm gestatteten, so reichlich Trinkgelder zu geben. „Hm“, antwortete der Alte, „mach sie sich doch keine Sorgen, ich komme nicht zu kurz dabei, unter uns gesagt — der Schaffner ist mein Sohn.“

Wegen Raumangst mussten verschiedene Artikel, worunter eine das Referendum gegen das Lebensmittelgesetz betreffende Korrespondenz von Genf, auf nächste Nummer zurückgelegt werden.

Hiezu eine Beilage.

Hôtel * Hôtels-Office * Genève

18, rue de la Corraterie, 18

Internationales Bureau
für Kauf, Verkauf und Pacht
von Hotels, Gutekosten und Es-
pous, Inventur-Aufnahmen,
Gebäude- und Grundstücke von
Hotels.

Demandez le prospectus et les formulaires.

The advertisement features a large central title "SCHOOP & COMP." in bold, decorative letters. Below it, "ZÜRICH" and "USTERISTRASSE 7" are written. Underneath the address, the text "Prima Hotel Referenzen" is visible. To the left, there is an illustration of a person working with a "ZUFMACHINE" (sewing machine). Next to it, a pile of materials is labeled "Polstermaterial" (padding material) and includes labels for "ROSSHAAR", "WOLLE", "BETTFEDERN", and "KAPOK". To the right, another illustration shows a "Möbelstoffe" (furniture fabrics) roll and a "BINDFÄDEN & PACKSCHÜRNEN" (binding threads and packing cords). At the bottom right, a stack of mattresses is labeled "MATRATZEN DRILLE". The overall design is ornate and typical of early 20th-century commercial advertising.